

## Qu'il s'agisse de raboter les charges salariales ou de rehausser le Smic, la plupart des mesures proposées pour doper les fins de mois risquent surtout de creuser les déficits.

Par **Constance Daire**

Publié le 29/03/2022 à 12h03



[Ecouter cet article](#) Présidentielle 2022 : un florilège de propositions pour le pouvoir d'achat p 00:00

C'était la mesure phare de son programme, celle qui devait la faire grimper dans les sondages et s'installer, qui sait, dans le fauteuil de présidente de la République. Ce n'est pas tous les jours qu'on propose à des millions de salariés d'augmenter leur pouvoir d'achat de 10% ! Hélas, Valérie Pécresse (LR) a dû revoir sa méthode, quelques semaines après l'avoir lancée. Car même si l'Etat avait pris à sa charge, via la suppression des cotisations vieillesse payées par les salariés, les deux tiers d'une note estimée à 25 milliards d'euros, les entreprises auraient aussi dû mettre au pot, à hauteur de 8 milliards. Impossible, a fait savoir le Medef. D'accord, a répondu la candidate.

Et, au lieu d'une participation obligatoire des employeurs à cette revalorisation des plus bas salaires (jusqu'à 2.800 euros net par mois), Valérie Pécresse propose désormais que l'État prenne le relais si les entreprises ne parviennent pas à augmenter suffisamment les revenus de leurs salariés. Objectif : parvenir à une augmentation de 3% dès l'été 2022, puis 2% en 2023 et enfin, 10% au bout de cinq ans.

### Des propositions très coûteuses pour limiter la hausse des prix

Mais laissons là les salaires. Pour soulager le portefeuille des Français, on peut aussi agir sur les prix. Là encore, les candidats ne manquent pas d'inventivité. Le coup de chaud sur les tarifs de l'énergie et du carburant a ainsi remis au goût du jour l'idée d'une baisse des taxes – qui, entre la TVA et la TICPE, peuvent représenter jusqu'à 60% du prix de l'essence. Plus vindicative sur la question que ses concurrents, Marine Le Pen (RN) assure qu'elle réduira sans attendre la TVA sur les carburants, le fioul, le gaz et l'électricité. «Je pense que c'est la mesure la plus efficace pour rendre immédiatement 12 milliards aux Français !», clame-t-elle. «Le problème, c'est que cela coûterait très cher et que la France n'aura aucune marge dans les années à venir pour baisser les impôts ou les taxes quels qu'ils soient», met en garde François Ecalte, président de Fipéco et coauteur d'une note, pour l'Institut Montaigne, sur les perspectives des finances publiques au cours du prochain quinquennat.

A défaut de réduire les taxes, il est possible de bloquer certains prix. C'est sur ce mécanisme que comptent Jean-Luc Mélenchon et Yannick Jadot pour garantir l'accès aux biens de première nécessité. Philippe Poutou, lui, exige tout simplement «la gratuité pour les besoins essentiels : se loger, se déplacer, se nourrir, se chauffer, se soigner, étudier...». Une belle promesse sur le papier ! «L'Etat a abandonné le contrôle des prix au milieu des années 1980... et c'est à ce moment-là qu'on a vaincu l'inflation», sourit François Ecalle. Le blocage des prix risque en outre de grever les finances des entreprises – et donc de les acculer à de douloureux plans sociaux. Là encore, ce seraient les plus modestes, les plus précaires, les plus vulnérables qui risqueraient de trinquer en perdant leur emploi.

Sans aller aussi loin que ses concurrents d'extrême gauche, Marine Le Pen évoque l'idée d'une nationalisation des autoroutes, qui permettrait de baisser leurs tarifs de 10 à 15%... Balivernes ! Non seulement l'Etat devrait dépenser une fortune (pas moins de 40 milliards selon Bruno Le Maire) pour acheter les compagnies, mais il lui faudrait mettre au pot tous les ans pour compenser la baisse des péages, l'entretien et tous les frais. «Cette proposition ne ressemble à rien, balaie Gilbert Cette. Dans dix ou quinze ans, ces concessions arriveront naturellement à leur terme... et l'Etat pourra les récupérer pour zéro euro !»

Reste un dernier recours pour soutenir les fins de mois des plus précaires : revaloriser les minima sociaux et les prestations. Entre les revenus jeunes – 5.000 euros chez Anne Hidalgo, dès l'âge de 18 ans – la «déconjugalisation» de l'AAH (qui permettrait de la verser à plus de monde et de l'augmenter), la revalorisation du minimum vieillesse, le réajustement des **allocations familiales**, l'élargissement du **RSA** ou la mise en place d'un revenu universel d'existence, qui refait son trou chez les écologistes, les idées et les promesses ne manquent pas. Seulement voilà, selon la Cour des comptes, le coût de toutes ces aides sociales a déjà grimpé de 43% entre 2008 et 2014, «sans permettre aux allocataires de sortir de la situation de pauvreté». Car, faut-il le rappeler, la clé du succès en matière de pouvoir d'achat reste l'emploi et, par conséquent, la bonne santé de l'économie. «Ce qui nous permet de nous enrichir, ce ne sont pas les allocations, mais les gains de productivité !», résume François Ecalle. Il semble que les candidats l'aient un peu oublié.